

*Déclarations de ministres*

**M. Lapierre:** Monsieur le Président, le ministre vient de nous dire que, en fait, il s'agit strictement du réchauffé qu'il est en train de nous servir. Il est en train de nous dire que, finalement, ces 50 millions... Il a passé les deux, trois dernières semaines à jouer avec les chiffres pour, finalement, arriver avec un total compréhensible. Si j'examine cela, les 28 millions dont il parle... J'aimerais savoir de quelles coupures il est question. Finalement, il y a 13 millions qu'il avait coupés et qu'il ne coupe plus. Il devrait avoir annoncé aujourd'hui un programme de 13 millions et non pas de 50 millions. J'aimerais qu'il réponde aussi à ma question: Est-ce que ce fameux prétendu montant de 50 millions est pour une période d'une année, deux années ou pour le reste de leur mandat?

[Traduction]

**M. Clark (Yellowhead):** Monsieur le Président, il faut que l'on comprenne bien d'où vient cet argent. Cet été, pendant la campagne électorale, l'ancien gouvernement avait réduit certains crédits destinés à l'aide au développement international. Nous avons rétabli une bonne partie de ces crédits dont 28 millions de dollars que nous avons alloués au fonds africain.

Jeudi dernier, le ministre des Finances (M. Wilson) a annoncé toute une série de compressions budgétaires dont certaines s'appliquaient aux Affaires extérieures et au développement international. En dépit des sommes soustraites de notre enveloppe budgétaire, nous avons récupéré environ 13 millions de dollars que nous avons affectés au fonds africain. Il s'agissait de crédits destinés à des projets dont le ministre des Finances avait annoncé la suppression ou le report, lors de son exposé, et que nous avons pris pour les attribuer au fonds africain.

Le reste de l'argent provient de crédits que nous avons engagés au profit d'institutions financières internationales, lesquelles ne les utiliseront pas ou n'en auront pas besoin cette année, ce qui dégage un excédent.

Pour être bien clair, disons que les 28 millions de dollars qui ont été réintégrés au budget, ainsi que le ministre des Finances l'avait annoncé jeudi soir, étaient destinés à l'aide au développement international. Nous avons décidé d'engager ces crédits dans le fonds africain.

**M. Benjamin:** Il n'y a donc pas du tout d'argent frais.

**M. Skelly:** Monsieur le Président, je voudrais féliciter le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) des efforts sérieux et sincères qu'il a faits lors de son voyage en Éthiopie.

Est-il disposé à répondre aux questions qu'a soulevées ma collègue de New Westminster-Coquitlam (M<sup>me</sup> Jewett)? En particulier, le gouvernement a-t-il pris des mesures visant en quelque sorte à mettre un terme à la guerre civile qui règne là-bas, de manière que nous puissions employer nos ressources pour satisfaire les besoins les plus urgents et pour assurer le développement à long terme?

Ma deuxième question vient aussi compléter celle de ma collègue de New Westminster-Coquitlam. Le gouvernement du Canada a-t-il l'intention de s'employer à satisfaire les besoins en développement à long terme de l'Éthiopie? Le ministre essaiera-t-il d'encourager d'autres pays à se joindre à

nous pour essayer de trouver une solution à long terme à ce problème? Comment le ministre s'y prend-il, à titre de coordinateur de l'aide des autres nations, pour assurer l'efficacité dans l'acheminement des produits alimentaires et du matériel d'urgence vers ce pays?

**M. Clark (Yellowhead):** Monsieur le Président, j'essaierai d'être bref. Disons tout d'abord que j'ai été heureux que le député et un représentant du parti libéral m'accompagnent lors de cette rapide visite en Éthiopie. J'espère que, lorsque M. MacDonald retournera en Éthiopie pour de nouvelles consultations, des représentants des divers partis accepteront de se joindre à la délégation.

Je vais prendre les questions dans l'ordre. En ce qui concerne la guerre civile, comme j'ai essayé de le dire à la Chambre, je voudrais faire deux observations. La première, c'est qu'il n'y a aucun doute dans mon esprit, à la suite de mes consultations, que, même si la guerre continue, le gouvernement éthiopien donnera la priorité à l'aide à ceux qui meurent de faim. Il est certain que nous devons avoir recours à Oxfam et à d'autres organismes non gouvernementaux qui ont un intérêt particulier et qui peuvent fournir de l'argent aux zones dites rebelles en passant par le Soudan. Cette solution est envisagée dans le programme.

En ce qui concerne la Commission Brandt, comme je l'ai dit plus tôt à la Chambre, nous nous demandons si la poursuite de cette initiative aiderait ou gênerait la distribution de l'aide aux affamés. Malheureusement, il faut trouver un moyen, et nous devons jouer un rôle, quel qu'il soit, qui favorise vraiment le règlement du conflit.

En ce qui concerne le développement à long terme, nous avons annoncé, dans le cadre de ce projet, l'expansion d'un important projet d'adduction d'eau. Nous essaierons de savoir s'il est possible d'entreprendre d'autres projets efficaces d'adduction d'eau en Éthiopie.

Nous avons annoncé dans la déclaration d'hier le financement de plusieurs projets importants de culture de céréales et de haricots, en Éthiopie et ailleurs. Nous essaierons d'en trouver d'autres qui contribueront à instaurer la stabilité à long terme et à éviter les famines et les sécheresses dans cette zone.

A propos de nos relations avec les autres pays, j'ai écrit, comme je l'ai dit, aux ministres des affaires étrangères des pays du Sommet économique. Nous travaillons par l'intermédiaire des Nations Unies à New York et en Éthiopie. Nombre des organismes non gouvernementaux avec lesquels nous travaillons sont eux-mêmes internationaux. Je rechercherai tous les moyens qui permettront au Canada d'améliorer la coordination des efforts déployés en Éthiopie. Laissez-moi dire également que l'un des aspects de la magnifique réponse des Canadiens a été le degré de participation des organismes non gouvernementaux du Canada qui n'ont pas toujours travaillé harmonieusement ensemble, mais qui sont prêts à faire cause commune pour faire face à cette crise.

**M. le Président:** Je vais être clair. Je vois que deux députés se lèvent pour poser des questions, au ministre je présume. J'accepterai les deux questions, mais ce seront les dernières.